

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 14/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA**

ZI du Bois de Leuze  
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : D-0417-2026  
Code AIOT : 0006404831

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA implanté ZI du Bois de Leuze 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une campagne régionale d'inspections menées par la DREAL PACA sur le thème du risque lié aux atmosphères explosives (ATEX).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA
- ZI du Bois de Leuze 13310 Saint-Martin-de-Crau

- Code AIOT : 0006404831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS EU développe, commercialise et fabrique des composés thermoplastiques de haute technicité.

Elle est autorisée à exploiter une installation de transformation de matières plastiques sur son site de Saint-Martin-de-Crau par l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-224PC du 29 septembre 2014, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-103PC du 8 avril 2022 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-64PC du 12 mars 2025.

L'établissement est classé à Autorisation sous la rubrique 2661-1-a - Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression et à Enregistrement sous la rubrique 2662-1 - Stockage de polymères.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	18 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Stockage 2662 / stationnement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 - 2.4.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'absence d'une analyse à jour du risque ATEX, l'absence d'un plan de zonage ATEX, le défaut de marquage des zones ATEX et l'absence d'une analyse de la compatibilité des matériels électriques et non électriques contenus dans les zones ATEX, l'Inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 48, 60, 65 et 67 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'Inspection relève toutefois que l'exploitant a d'ores-et-déjà entrepris les démarches pour se mettre en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  Préalablement à la visite, l'exploitant a adressé à l'Inspection une étude relative à la détermination des zones à risque d'explosion, réalisée par le bureau d'étude APAVE en mai 2006. Ce rapport identifie plusieurs zones ATEX poussières (de type 20, 21 et 22) et gaz (de type 2). En séance, l'exploitant précise que cette étude ATEX est aujourd'hui obsolète, plusieurs équipements recensés dans le zonage ATEX ont été démantelés et les produits à base de PPE ne sont plus fabriqués sur le site. L'exploitant indique qu'il a passé commande auprès du bureau d'étude DEKRA pour mettre à jour son évaluation du risque ATEX. La réunion de lancement de l'étude est prévue le 13/05/2026 sur site, pour une restitution sous forme d'un rapport écrit au plus tard le 14/06/2026. Le périmètre de l'étude se limite aux ateliers existants, l'atelier de recyclage des déchets plastiques, qui n'est pas encore en service, fera l'objet d'un complément d'étude fin 2026. L'exploitant ne dispose pas d'un Document Relatif à la Protection Contre les Risques d'Explosion (DRPCE). La commande passée auprès du bureau d'étude DEKRA inclut la formalisation du DRPCE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Plan général des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'un plan de zonage ATEX. La prestation commandée auprès du bureau d'étude DEKRA (voir fiche de constat n°1) inclut l'établissement du plan de zonage ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Le marquage ATEX n'est pas en place pour les équipements listés dans l'analyse de 2006 et encore en fonctionnement, à l'exception du cyclone de dépoussiérage situé en façade Ouest du magasin MP (non recensé dans l'analyse ATEX de 2006). Les consignes de sécurité, relatives au risque ATEX, sont absentes. L'exploitant s'est engagé à mettre en place la signalétique réglementaire, dans les meilleurs délais à réception de l'analyse et du plan de zonage ATEX réalisés par la société DEKRA (voir fiche de constat n°1).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de justifier des dispositions prises en matières de ventilation. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un plan d'actions visant notamment à définir et mettre en place les mesures techniques de prévention, dans les meilleurs délais à réception de l'étude réalisée par la société DEKRA (voir fiche de constat n°1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]  Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérifications des installations électriques, réalisées entre le 22 décembre 2025 et le 12 janvier 2026 par la société APAVE, et les certificats d'attestation Q18 correspondants. Il en ressort : <ul style="list-style-type: none"> <li>• poste de livraison HT : l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie</li> </ul>

- ou d'explosion ;
- usine de production : **l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion** (Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités) ;
- ligne 10 et installations annexes : **l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion** (Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités).

L'exploitant a pris l'attache d'une société extérieure (ACTEMIUM) pour mettre en conformité ses installations électriques. L'exploitant a présenté à l'Inspection le tableau de suivi des non-conformités et recommandations, géré par le service maintenance. A date, sur 107 réserves, 58 ont été levées. L'exploitant précise qu'un délai d'un 1 an 1/2 à 2 ans est nécessaire pour finaliser les travaux de mise en conformité et que les non-conformités majeures sont traitées en priorité.

Compte tenu des actions engagées avec un prestataire extérieur pour lever les non-conformités électriques, l'Inspection ne propose pas de suites administratives. Ce point fera l'objet d'un nouveau contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 18 mois

#### N° 6 : Conformité des appareils

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de la liste des matériels contenus dans les zones ATEX, et ne peut justifier de la compatibilité de ces matériels avec les zones ATEX correspondantes.

La prestation commandée auprès du bureau d'étude DEKRA (voir fiche de constat n°1) inclut l'analyse de l'adéquation des appareils électriques et non électriques aux zones ATEX concernées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Stockage 2662 / stationnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 - 2.4.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Le stationnement à proximité du stockage, en dehors des stricts besoins d'exploitation, de véhicules susceptibles par propagation de conduire à un incendie dans le stockage ou d'aggraver les conséquences d'un incendie s'y produisant est interdit.

**Constats :**

L'Inspection a constaté l'extension du parking VL (une quarantaine de places de stationnement supplémentaires) ; certaines places de stationnement sont situées à proximité des silos de produits finis, relevant de la rubrique 2662-1.

L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'extension du parking VL a été portée à la connaissance du Préfet dans le dossier déposé en 2024, relatif au projet d'atelier de transformation de déchets plastiques.

Après vérification dans le dossier susmentionné, il apparaît que l'extension du parking VL est indiquée sur les plans de masse du dossier, mais n'est pas indiquée, ni décrite dans le corps du dossier dans la partie "présentation du projet". D'autre part, l'analyse de conformité aux dispositions ci-dessus de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 n'est pas présentée dans le document d'analyse de conformité réglementaire, jointe au dossier de PAC.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant justifie la conformité aux dispositions ci-dessus de l'arrêté ministériel du 15/04/2010. Le cas échéant, il propose à l'Inspection des actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois